

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 JANVIER 1914.

Proposition de loi ayant pour but d'assurer à l'État les ressources nécessaires à son intervention dans le règlement des indemnités dues aux victimes des accidents du travail.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Avec un certain nombre de mes collègues, j'ai déposé à nouveau une proposition de loi ayant pour but d'assurer à l'État les ressources nécessaires à son intervention dans le règlement des indemnités dues aux victimes des accidents du travail.

Celle-ci avait été élaborée et déposée par notre ancien collègue M. Paul Janson, mais était devenue caduque par suite de la dissolution des Chambres en 1912.

Nous sommes convaincus que nous ne pouvons mieux justifier son dépôt qu'en reproduisant ci-après les développements que rédigea pour l'appuyer M. Paul Janson.

FERDINAND FLÉCHET.

DÉVELOPPEMENTS PRÉSENTÉS PAR M. JANSON.

MESSIEURS,

Les amendements que j'ai eu l'honneur de proposer à la loi sur les accidents du travail nécessitent l'intervention de l'État pour pourvoir aux dépenses que le vote et l'exécution de ces amendements entraîneront.

La proposition de loi que j'ai déposée a pour but d'y pourvoir.

L'article 2 soumet à une taxe annuelle de 4 p. c. du revenu cadastral les immeubles passibles de la contribution foncière, appartenant aux personnes civiles qu'il spécifie et aux sociétés commerciales qui, sans avoir la personnalité civile dans son acception la plus large, ont cependant la capacité d'acquérir des immeubles et d'en être propriétaires.

Actuellement, ces immeubles échappent, en général, au droit de mutation et jouissent ainsi d'un privilège qui n'est pas justifié.

La disposition proposée ne fait, en somme, qu'étendre à ces immeubles la taxe spéciale établie par la loi du 31 mars 1898 sur les immeubles que les unions professionnelles sont autorisées à acquérir et à conserver.

Une loi analogue à celle que je propose existe en France, et elle a appliqué, d'une manière générale, le principe de la loi sur les Unions professionnelles, dont celle-ci n'a fait qu'une application restreinte et partielle.

La taxe nouvelle, remplaçant l'impôt de mutation, il est juste d'en affranchir les immeubles dont s'agit, au cas où ils seraient aliénés.

L'article 2 propose de déférer à l'État les successions dévolues *ab intestat*, lorsqu'il n'existe pas de parents au 6° degré.

Elle reproduit la proposition faite par M. Laurent dans son projet de révision du Code civil, et se justifie par les considérations qu'il a développées à l'appui de cette innovation.

Au delà du 6° degré, les relations de parenté sont rares et éphémères. Si le défunt n'a pas testé, il y a lieu de présumer qu'il ne portait à sa parenté aucun intérêt sérieux et, dès lors, la dévolution de la succession à celle-ci, fondée sur l'affection présumée, n'existe plus.

Les articles 3 et suivants du projet de loi ne créent aucun impôt nouveau. Ils n'ont pour but que d'assurer la perception efficace d'un impôt existant, et de couper court à des fraudes qui ont été trop souvent mises en lumière devant la Chambre et au Sénat, pour qu'il soit nécessaire d'insister sur la nécessité d'y mettre un terme.

Actuellement, grâce à l'insuffisance manifeste de la loi, ce sont les mineurs, auxquels une protection spéciale est due, qui subissent presque seuls le paiement de l'impôt sur les valeurs mobilières de la succession.

La nécessité de l'inventaire, s'il y a des mineurs, empêche la dissimulation de l'avoir mobilier du défunt.

Les majeurs, au contraire, arrivent facilement à le cacher et à s'enrichir ainsi au détriment du Trésor.

L'apposition des scellés à la requête des fonctionnaires visés par le projet de loi garantirait la perception de l'impôt sur la valeur réelle de la succession.

Cette mesure, que la loi impose dans le cas de minorité des héritiers, n'a, en soi, rien de vexatoire.

Elle peut être requise par tout créancier de la succession.

Or, dès que celle-ci est ouverte, l'État est créancier de l'impôt. Il y a lieu de lui conférer le même droit qu'à un créancier ordinaire.

Il convient toutefois d'excepter de la mise sous scellés des papiers et documents d'un caractère personnel, et qui ne seraient d'aucune utilité pour fixer l'importance de la succession.

La juridiction du Président des référés est toute indiquée pour veiller à ce que l'apposition des scellés n'ait pas lieu au delà de ce qui est strictement nécessaire pour empêcher la fraude.

Enfin, il est nécessaire que les valeurs, qui ne seraient pas au domicile ou à la résidence du défunt, ne puissent être soustraites à l'impôt, et il est inadmissible que les officiers ministériels, investis d'une sorte de mandat public, puissent impunément se prêter à la fraude des droits de succession.

Ces considérations justifient les dispositions de l'article 4 et de l'article 5 et les pénalités qu'ils décrètent.

PAUL JANSON.



PROPOSITION DE LOI

ayant pour but d'assurer à l'Etat les ressources nécessaires à son intervention dans le règlement des indemnités dues aux victimes des accidents du travail.

ARTICLE PREMIER.

A dater du 1^{er} janvier prochain, il est établi, au profit de l'État, une taxe annuelle de 4 p. e. du revenu cadastral sur les immeubles passibles de la contribution foncière appartenant aux provinces, aux communes, aux sociétés commerciales ou aux établissements d'utilité publique, tels que fabriques d'églises, consistoires, séminaires, corporations religieuses légalement reconnues, hospices, bureaux de bienfaisance.

Cette taxe sera poursuivie et recouvrée conformément aux lois sur la contribution foncière. Les immeubles grevés de cette taxe sont affranchis du droit de mutation en cas de vente ou d'échange.

La taxe sera recouvrée conformément aux lois sur la contribution foncière.

Elle ne sera pas cumulée avec la taxe établie par la loi du 31 mars 1898.

Elle sera due par le propriétaire, nonobstant toutes clauses et stipulations contraires.

ART. 2.

Les successions des personnes décédées *ab intestat*, qui n'auront pas laissé de parents au 6^e degré, seront dévolues à l'État.

WETSVOORSTEL

om den Staat de noodige geldmiddelen te bezorgen voor zijne bijdrage in het regelen van de vergoeding, verschuldigd aan slachtoffers van arbeidsongevallen.

EERSTE ARTIKEL.

Met ingang van 1 Januari aanstaande wordt, ten voordeele van den Staat, eene jaarlijksche belasting van 4 t. h. van het kadastraal inkomen ingesteld op de voor grondbelasting vatbare onroerende goederen toebehoorende aan de provinciën, gemeenten, handelsmaatschappijen of inrichtingen van openbaar nut, als daar zijn : kerkfabrieken, consistoriën, seminariums, wettelijk erkende godsdienstige vereenigingen, godshuizen, bureelen van weldadigheid.

Deze belasting wordt ingevorderd en geïnd overeenkomstig de wetten op de grondbelasting. De met deze belasting bezwaarde onroerende goederen zijn vrijgesteld van overgangsrecht ingeval van verkoop of ruiling.

De belasting wordt geïnd overeenkomstig de wetten op de grondbelasting.

Zij wordt niet te gelijk geheven met de taxe ingevoerd bij de wet van 31 Maart 1898.

Zij is verschuldigd door den eigenaar, niettegenstaande alle strijdige bedingen en bepalingen.

ART. 2.

De nalatenschappen van zonder testament gestorven personen, die geen bloedverwanten in den 6^{en} graad hebben nagelaten, vervallen aan den Staat.

ART. 3.

Lorsqu'une personne sera décédée sans laisser de descendants ou d'ascendants, les scellés seront apposés d'office en sa mortuaire comme aussi dans les résidences qu'elle avait de son vivant.

L'apposition des scellés sera faite par le juge de paix ou son suppléant, et, à leur défaut, par le receveur des droits de succession du lieu du décès ou de la résidence, ou par le receveur des contributions du lieu du décès ou de la résidence.

Un arrêté royal déterminera la rémunération due de ce chef aux personnes ci-dessus, et réglera l'exécution de la présente disposition.

Néanmoins, les papiers et documents propres à établir l'avoir du défunt seront seuls placés sous scellés.

En cas de contestation, ces papiers seront placés sous enveloppe cachetée et adressée au président du tribunal qui statuera en dernier ressort, aux jour et heure à fixer par lui, après avoir entendu l'administration des finances et les intéressés, qu'il invitera à comparaître par lettre recommandée.

ART. 4.

Les sociétés anonymes ou en commandite, belges ou étrangères, ou leurs succursales, et toutes personnes civiles ou physiques, dépositaires de fonds, titres, actions, obligations, espèces et valeurs, appartenant à une personne décédée, ne pourront s'en dessaisir en mains des héritiers ou légataires qu'à l'intervention et avec le concours

ART. 3.

Is een persoon overleden zonder bloedverwanten in de afdalende of bloedverwanten in de opgaande lijn na te laten, dan wordt het zegel ambtshalve aangehecht in zijn sterfhuis, alsmede in de verschillende woonplaatsen die hij, in leven zijnde, had.

Tot het aanhechten van het zegel wordt overgegaan door den vrede-rechter of zijnen plaatsvervanger, en, bij onstentenis van dezen, door den ontvanger der successierechten van de plaats des overlijdens of des verblijfs, of door den ontvanger der belastingen van de plaats des overlijdens of des verblijfs.

Een koninklijk besluit stelt vast welke vergoeding uit dien hoofde is verschuldigd aan hooger genoemde personen en regelt de tenuitvoerlegging van deze bepaling.

Evenwel worden alleen verzegeld de papieren en bescheiden die van aard zijn om het vermogen van den overledene vast te stellen.

Ingeval van betwisting, worden die papieren geplaatst in een verzegelden omslag en gestuurd aan den voorzitter der rechtbank; deze beslist, zonder hooger beroep, op een door hem te bepalen dag en uur, na te hebben gehoord het bestuur van financiën en de belanghebbenden, die hij bij aangeteekenden brief oproept.

ART. 4.

Naamloze of commanditaire vennootschappen, Belgische of uitheemsche, of hare bijkantoren, alsmede alle rechtspersonen of fysieke personen, hebbende in bewaring fondsen, titels, aandeelen, schuldbrieven, speciën en waarden toebehoorende aan een overleden persoon, mogen die niet afgeven aan de erfgenamen of legatarissen, tenzij door bemid-

du receveur des droits de succession compétent et après que, contradictoirement avec celui-ci, inventaire aura été dressé, sur papier libre, et que, ne suite de cet inventaire, les droits auront été payés ou qu'il aura été donné des garanties jugées suffisantes par le receveur, sauf recours des intéressés au Ministre des finances, le tout à peine, par les dépositaires, d'être tenus solidairement au paiement des droits fraudés et des amendes et à peine, en tous cas, d'une amende de 1,000 à 10,000 francs contre l'auteur ou les auteurs de la contravention.

ART. 5.

Les officiers ministériels qui, directement ou indirectement, auront prêté leur concours pour dissimuler au fisc partie d'une succession tombant sous l'application de la présente loi, seront solidairement responsables des droits fraudés et des amendes.

deling en met medewerking van den bevoegden ontvanger der successierechten en nadat, in het bijzijn van dezen, een inventaris op ongezegeld papier is opgemaakt en, ten gevolge van dezen inventaris, de rechten betaald zijn geweest of er is gesteld een borgtocht, voldoende geacht door den ontvanger, behoudens verhaal van de belanghebbers bij den Minister van Financiën; zooniet, zijn de bewaarders hoofdelijk gehouden tot het betalen van de ontdoken rechten alsook van de boeten en wordt, in elk geval, door den overtreder of de overtreders eene boete van 1,000 tot 10,000 frank verbeurd.

ART. 5.

Openbare ambtenaren, die rechtstreeks of onrechtstreeks hunne hulp verleen en tot het onttrekken aan den fiscus van een gedeelte eener nalatenschap welke valt onder toepassing van deze wet, zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de ontdoken rechten en de boeten.

Ferd. FLÉCHET.
Maurice FERON.
Georges LORAND.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 JANUARI 1914.

Voorstel van wet om den Staat de noodige geldmiddelen te bezorgen voor zijne bijdrage in het regelen van de vergoeding, verschuldigd aan slachtoffers van arbeidsongevallen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Te zamen met enkele onzer medeleden heb ik opnieuw ingediend het voorstel van wet om den Staat de noodige geldmiddelen te bezorgen voor zijne bijdrage in het regelen van de vergoeding, verschuldigd aan slachtoffers van arbeidsongevallen.

Dit voorstel werd vroeger opgemaakt en ingediend door wijlen ons medelid, den heer Paul Janson; het verviel echter ten gevolge van de ontbinding der Kamers in 1912.

Wij houden ons overtuigd dat het overnemen van de Toelichting van dit voorstel, door den heer Paul Janson zelf geschreven, de indiening daarvan het best zal wettigen.

FERDINAND FLÉCHET.

TOELICHTING DOOR DEN HEER JANSON.

MIJNE HEEREN,

De amendementen, welke ik de eer had voor te stellen in de ongevallenwet, vergen de bijdrage van den Staat tot het bestrijden van de kosten, door het aannemen en uitvoeren van die amendementen te veroorzaken.

Het door mij overgelegd wetsvoorstel strekt om daarin te voorzien.

Artikel 1 heft eene jaarlijksehe belasting van 4 t. h. van het kadastraal inkomen op de voor grondbelasting vatbare onroerende goederen, toebehoorende aan de daarin aangeduide rechtspersonen en aan de handelsmaatschappijen die, zonder rechtspersoon te zijn in de breedste opvatting, toch het vermogen hebben om onroerende goederen aan te koopen en daarvan eigenaar te zijn.

Thans ontsnappen die onroerende goederen over 't algemeen aan het overgangsrecht en genieten zij aldus een niet gerechtvaardigd voorrecht.

De voorgestelde bepaling strekt eenvoudig uit tot die onroerende goederen de bijzondere belasting, ingesteld door de wet van 31 Maart 1898 op de onroerende goederen welke beroepsverenigingen mogen aankopen en behouden.

Vermits de nieuwe belasting het overgangsrecht vervangt, is het billijk daarvan te ontslaan bedoelde onroerende goederen, ingeval zij vervreemd zouden worden.

Artikel 2 stelt voor, aan den Staat te doen vervallen de nalatenschappen van zonder testament gestorven personen, wanneer er geen bloedverwanten in den 6ⁿ graad bestaan.

't Is eene herhaling van het voorstel, gedaan door den heer Laurent in zijn ontwerp tot herziening van het Burgerlijk Wetboek; het wordt gebilijkt door de bedenkingen welke hij uiteenzette tot staving van deze nieuwigheid.

Voorbij den 6ⁿ graad, is bloedverwantschap zeldzaam en onbestendig. Maakte de afgestorvene geen testament, dan dient vermoed dat hij geen ernstig belang stelde in zijne aanverwanten; dus is het overmaken van de erfenis aan dezen, steunende op onderstelde genegenheid, niet meer te rechtvaardigen.

Artikel 5 en volgende van het wetsontwerp stellen geene nieuwe belasting in. Zij strekken enkel om het doelmatiger innen van eene bestaande belasting te verzekeren en een einde te stellen aan de ontduiking, die maar al te dikwijls werd aangeklaagd in Kamer en Senaat, om te moeten aandringen op het noodzakelijke van dezer beteugeling.

Dank zij het blijkbaar ontoereikende van de wet, wordt thans bijna

alleen door de minderjarigen, die eene bijzondere bescherming dienden te genieten, de belasting op de onroerende goederen der nalatenschap betaald.

De verplichting om eene boedelbeschrijving te maken, zoo er minderjarigen zijn, verhindert dat het roerend bezit van den afdijvige wordt verheeld.

Meerderjarigen, daarentegen, kunnen dit gemakkelijk verholcn houden en verkrijgen zich aldus ten nadeele der Schatkist.

Het verzegelen op aanzoek van de ambtenaren, in het wetsvoorstel bedoeld, zou waarborgen dat de belasting wordt geheven op de wezenlijke waarde der nalatenschap.

Deze maatregel, door de wet opgelegd zoo de erfgenamen minderjarig zijn, is op zichzelf geenszins kwellend.

Hij mag worden gevraagd door iederen schuldeischer van de nalatenschap. Welnu, zoodra deze open staat, is de Staat schuldeischer voor de belasting. Hem dient hetzelfde recht toegekend als eenen gewonen schuldeischer.

Echter behooren van het verzegelen te worden uitgezonderd papieren en bescheiden van persoonlijken aard, die geen nut hoegenaamd zouden opleveren om het bedrag der nalatenschap te bepalen.

De rechtsmacht van den voorzitter der rechtbank, die voorloopig uitspraak doet, is als vanzelf aangeduid om te zorgen dat er tot verzegeling worde overgegaan buiten hetgene streng noodig is om ontduiking te verhinderen.

't Is, eindelijk, noodig dat waarden, welke zich niet zouden bevinden ter woon- of verblijfplaats van den afgestorvene, niet aan de belasting onttrokken kunnen worden, en het is onaannemelijk dat openbare ambtenaren, bekleed met een soort van openbaar mandaat, ongestraft de hand kunnen leenen aan het ontduiken van de erfenisrechten.

Deze bedenkingen billijken de bepalingen van de artikelen 4 en 5 en de door deze ingestelde straffen.

PAUL JANSON.



PROPOSITION DE LOI

ayant pour but d'assurer à l'Etat les ressources nécessaires à son intervention dans le règlement des indemnités dues aux victimes des accidents du travail.

ARTICLE PREMIER.

A dater du 1^{er} janvier prochain, il est établi, au profit de l'Etat, une taxe annuelle de 4 p. c. du revenu cadastral sur les immeubles passibles de la contribution foncière appartenant aux provinces, aux communes, aux sociétés commerciales ou aux établissements d'utilité publique, tels que fabriques d'églises, consistoires, séminaires, corporations religieuses légalement reconnues, hospices, bureaux de bienfaisance.

Cette taxe sera poursuivie et recouvrée conformément aux lois sur la contribution foncière. Les immeubles grevés de cette taxe sont affranchis du droit de mutation en cas de vente ou d'échange.

La taxe sera recouvrée conformément aux lois sur la contribution foncière.

Elle ne sera pas cumulée avec la taxe établie par la loi du 31 mars 1898

Elle sera due par le propriétaire, nonobstant toutes clauses et stipulations contraires.

ART. 2.

Les successions des personnes décédées *ab intestat*, qui n'auront pas laissé de parents au 6^e degré, seront dévolues à l'Etat.

VOORSUCEL VAN WET

om den Staat de noodige geldmiddelen te bezorgen voor zijne bijdrage in het regelen van de vergoeding, verschuldigd aan slachtoffers van arbeidsongevallen.

EERSTE ARTIKEL.

Met ingang van 1 Januari aanstaande wordt, ten voordeele van den Staat, eene jaarlijksche belasting van 4 t. h. van het kadastraal inkomen ingesteld op de voorgrondbelasting vatbare onroerende goederen toebehoorende aan de provinciën, gemeenten, handelsmaatschappijen of inrichtingen van openbaar nut, als daar zijn: kerkfabrieken, consistoriën, seminariums, wettelijk erkende godsdienstige vereenigingen, godshuizen, bureelen van weldadigheid.

Deze belasting wordt ingevorderd en geïnd overeenkomstig de wetten op de grondbelasting. De met deze belasting bezwaarde onroerende goederen zijn vrijgesteld van overgangsrecht ingeval van verkoop of ruiling.

De belasting wordt geïnd overeenkomstig de wetten op de grondbelasting.

Zij wordt niet te gelijk geheven met de taxe ingevoerd bij de wet van 31 Maart 1898.

Zij is verschuldigd door den eigenaar, niettegenstaande alle strijdige bedingen en bepalingen.

ART. 2.

De nalatenschappen van zonder testament gestorven personen, die geen bloedverwanten in den 6ⁿ graad hebben nagelaten, vervallen aan den Staat.

ART. 3.

Lorsqu'une personne sera décédée sans laisser de descendants ou d'ascendants, les scellés seront apposés d'office en sa mortuaire comme aussi dans les résidences qu'elle avait de son vivant.

L'apposition des scellés sera faite par le juge de paix ou son suppléant, et, à leur défaut, par le receveur des droits de succession du lieu du décès ou de la résidence, ou par le receveur des contributions du lieu du décès ou de la résidence.

Un arrêté royal déterminera la rémunération due de ce chef aux personnes ci-dessus, et réglera l'exécution de la présente disposition.

Néanmoins, les papiers et documents propres à établir l'avoir du défunt seront seuls placés sous scellés.

Encas de contestation, ces papiers seront placés sous enveloppe cachetée et adressée au président du tribunal qui statuera en dernier ressort, aux jour et heure à fixer par lui, après avoir entendu l'administration des finances et les intéressés, qu'il invitera à comparaître par lettre recommandée.

ART. 4.

Les sociétés anonymes ou en commandite, belges ou étrangères, ou leurs succursales, et toutes personnes civiles ou physiques, dépositaires de fonds, titres, actions, obligations, espèces et valeurs, appartenant à une personne décédée, ne pourront s'en dessaisir en mains des héritiers ou légataires qu'à l'intervention et avec le concours

ART. 3.

Is een persoon overleden zonder bloedverwanten in de afdalende of bloedverwanten in de opgaande lijn na te laten, dan wordt het zegel ambtshalve aangehecht in zijn sterfhuis, alsmede in de verschillende woonplaatsen die hij, in leven zijnde, had.

Tot het aanhechten van het zegel wordt overgegaan door den vrederechter of zijnen plaatsvervanger, en, bij ontstentenis van dezen, door den ontvanger der successierechten van de plaats des overlijdens of des verblijfs, of door den ontvanger der belastingen van de plaats des overlijdens of des verblijfs.

Een koninklijk besluit stelt vast welke vergoeding uit dien hoofde is verschuldigd aan hooger genoemde personen en regelt de tenuitvoerlegging van deze bepaling.

Evenwel worden alleen verzegeld de papieren en bescheiden die van aard zijn om het vermogen van den overledene vast te stellen.

Ingeval van betwisting, worden die papieren geplaatst in een verzegelden omslag en gestuurd aan den voorzitter der rechtbank; deze beslist, zonder hooger beroep, op een door hem te bepalen dag en uur, na te hebben gehoord het bestuur van financiën en de belanghebbenden, die hij bij aangeteekenden brief oproept.

ART. 4.

Naamlooze of commanditaire vennootschappen, Belgische of uitheemsche, of hare bijkantoren, alsmede alle rechtspersonen of fysieke personen, hebbende in bewaring fondsen, titels, aandeelen, schuldbrieven, speciën en waarden toebehoorende aan een overleden persoon, mogen die niet afgeven aan de erfgenamen of legatarissen, tenzij door bemid-

du receveur des droits de succession compétent et après que, contrairement avec celui-ci, inventaire aura été dressé, sur papier libre, et que, en suite de cet inventaire, les droits auront été payés ou qu'il aura été donné des garanties jugées suffisantes par le receveur, sauf recours des intéressés au Ministre des finances, le tout à peine, par les dépositaires, d'être tenus solidairement au paiement des droits fraudés et des amendes et à peine, en tous cas, d'une amende de 1,000 à 10,000 francs contre l'auteur ou les auteurs de la contravention.

ART. 5.

Les officiers ministériels qui, directement ou indirectement, auront prêté leur concours pour dissimuler au fisc partie d'une succession tombant sous l'application de la présente loi, seront solidairement responsables des droits fraudés et des amendes.

deling en met medewerking van den bevoegden ontvanger der successierechten en nadat, in het bijzijn van dezen, een inventaris op ongezegeld papier is opgemaakt en, ten gevolge van dezen inventaris, de rechten betaald zijn geweest of er is gesteld een borgtocht, voldoende geacht door den ontvanger, behoudens verhaal van de belanghebbers bij den Minister van Financiën; zooniet, zijn de bewaarders hoofdelijk gehouden tot het betalen van de ontdoken rechten alsook van de boeten en wordt, in elk geval, door den overtreder of de overtreders eene boete van 1,000 tot 10,000 frank verbeurd.

ART. 5.

Openbare ambtenaren, die rechtstreeks of onrechtstreeks hunne hulp verleen en tot het onttrekken aan den fiscus van een gedeelte eener nalatenschap welke valt onder toepassing van deze wet, zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de ontdoken rechten en de boeten.

FERD. FLÉCHET.

MAURICE FÉRON.

GEORGES LORAND.